

Le nouvel équilibre mondial espéré n'émergera pas des ruines du 11 septembre

Après un moment de panique et de désarroi, la politique américaine est revenue à une gestion très impériale des récents événements

Zaki Laïdi

Le vendredi 04 janvier 2002

Opinion - Il est encore trop tôt pour savoir si le 11 septembre a introduit une rupture majeure dans l'ordre mondial. L'histoire est pleine de situations qu'on a cru être des situations de rupture mais qui n'en étaient pas dans les faits. L'inverse est tout aussi vrai. En fait, pour qu'il y ait rupture, il faut à la fois qu'un événement important intervienne, mais également que le jeu des acteurs s'adapte et se modifie en conséquence. Or rien ne prouve que nous en soyons déjà là.

Commençons tout d'abord par donner les significations de fond du 11 septembre. Elles sont au nombre de trois:

La première est sans nul doute que pour la première fois depuis que l'Occident domine le monde, celui-ci se trouve attaqué en son coeur par un acteur - de surcroît non étatique - venu du Sud. Symboliquement, cet élément n'est pas sans importance. Il reflète une certaine insatisfaction venue du Sud. Il met en évidence le rôle croissant des acteurs non étatiques dans le jeu mondial. Il souligne la capacité technique et technologique que des acteurs venus du Sud sont désormais capables d'avoir. Les forces américaines en Afghanistan ont par exemple été frappées par la sophistication du matériel dont disposait le réseau al-Qaïda.

La seconde signification tient dans le fait que nous venons de vivre la première crise politique de la mondialisation. Par là, il faut entendre le fait que les crises internationales mettent désormais aux prises non plus seulement des États qui s'affrontent, mais des États, des acteurs non étatiques - aujourd'hui terroristes, demain mafieux - et des acteurs du marché, un marché financiarisé et mondialisé.

Avec la crise asiatique de 1997-98 qui s'étendit à l'Amérique latine et à la Russie, nous avons vécu la première crise financière de la mondialisation car le mécanisme de contagion financière a atteint des pays qui n'avaient pas de rapports financiers avec le foyer de la crise. Autrement dit, la crise a frappé la Thaïlande puis le Brésil alors que ces deux pays n'ont que peu de rapports entre eux.

À cette crise financière est venue s'ajouter, à partir de 1998, une crise de confiance sociale vis-à-vis de la mondialisation, crise que la naissance des mouvements antimondialisation a mise en évidence. Le développement du mouvement antimondialisation signifiait et signifie deux choses. La première exprime une insatisfaction sociale face à une logique de dérégulation économique et financière dont les bienfaits n'apparaissent ni proportionnels aux sacrifices exigés ni socialement bien répartis. Or cette insatisfaction existe aussi bien dans les sociétés du Sud que dans celles du Nord, même s'il existe des contradictions majeures entre le Nord et le Sud pour sortir de cette situation.

Au nord, la mouvance antimondialisation insiste sur l'humanisation de la mondialisation qui passe notamment par le respect des clauses sociales fondamentales et des règles environnementales. Mais ces objectifs sont largement combattus par les sociétés du Sud, non pas parce qu'elles plaident pour une libéralisation débridée, mais parce qu'elles voient dans le relèvement des normes environnementales et sociales une forme déguisée de protectionnisme.

Les mouvements antimondialisation n'échappent naturellement pas à ces contradictions. Mais cette insatisfaction sociale ne condamne pas pour autant la mondialisation. On peut même faire le pari inverse. Car le fait que les acteurs sociaux semèlent à leur tour de la mondialisation exprime une volonté de se l'approprier socialement, un refus de la voir orientée et dirigée par les seuls intérêts économiques. Mais il ne fait pas de doute que toutes les sociétés sont aujourd'hui confrontées au défi de l'acceptabilité sociale de la mondialisation.

L'importance de cet enjeu tient à une explication simple mais généralement mal connue. La compétition qui se développe aujourd'hui à l'échelle mondiale ne met pas seulement en concurrence les économies comme on le croit, mais les systèmes sociaux, les identités, les valeurs culturelles. C'est dans ce contexte de fragilité que le 11 septembre est donc intervenu.

La première puissance du monde s'est trouvée atteinte au coeur même de ce qui symbolisait le capitalisme mondial: le World Trade Center. Cela lui a aussi permis de comprendre qu'aucune société n'était désormais invulnérable et que la mondialisation était bel et bien productrice de dérèglements sociaux et financiers en chaîne. Le 11 septembre contraint à une lecture politique et non plus seulement économique de la mondialisation

La troisième signification découle précisément de la seconde. Depuis le 11 septembre, aucun acteur, et encore moins les États-Unis, ne se trouve en mesure de proposer au monde un quelconque principe d'ordre. C'est un point qui nous paraît capital. En dehors de la lutte contre le terrorisme, personne ne semble véritablement en mesure de proposer une nouvelle vision du monde. Personne n'ose parler de nouvel ordre mondial, tout simplement parce que personne ne sait ce que ce terme signifie.

Pendant des décennies, le principe d'ordre de la communauté mondiale reposait sur la souveraineté des États. Cela ne veut pas dire que celle-ci était toujours effective ou qu'elle n'était jamais bafouée. Mais elle était au coeur du dispositif. Aujourd'hui, les choses semblent incomparablement plus floues.

La mondialisation se construit pour l'essentiel contre la souveraineté des États, ce qui en soi n'est d'ailleurs pas toujours une mauvaise chose. Le fait, par exemple, que des criminels de guerre ne soient plus assurés d'une totale impunité constitue un indéniable progrès. Le fait aussi qu'il y ait des fragments de conscience universelle en matière d'environnement constitue également un réel progrès.

Pour autant, la souveraineté ne disparaît pas et aucun substitut fonctionnel ne semble devoir s'imposer rapidement. Ceci d'autant plus que le plus puissant des États, les États-Unis, ne semble nullement décidé à renoncer à la logique de souveraineté dans ce qu'elle a de plus unilatéraliste pour laver l'affront du 11 septembre.

Ratée, la prise de conscience

En bonne logique, le 11 septembre aurait dû être le détonateur d'une prise de conscience mondiale visant à maîtriser une mondialisation qui produit beaucoup de richesse privée - au nord comme au sud -, beaucoup de «maux publics» (criminalité, prostitution, drogue, etc.) et de moins en moins de «biens publics» (santé, éducation, environnement, etc.). Dans cette perspective, deux pistes semblaient s'ouvrir: celle d'une réhabilitation de l'État - en tant que producteur de biens publics. Celle d'une plus grande multilatéralisation du jeu mondial en vue précisément de régler certains déséquilibres mondiaux.

Naturellement, il serait exagéré et irréaliste d'espérer une réorientation aussi forte et volontariste de la politique mondiale en si peu de temps. Malheureusement, il est à craindre que ces corrections de trajectoires aient peu de chances d'intervenir.

Après un moment de panique et de désarroi, la politique américaine est revenue à une gestion très impériale de l'après-11 septembre. L'effondrement plus rapide que prévu des talibans a réduit à néant l'intérêt pour eux de construire une véritable coalition.

Plus, on a vu des puissances européennes rivaliser entre elles pour entrer dans le jeu américain, quitte à essayer quelques humiliations. Celle des Français vis-à-vis desquels les Américains restent très méfiants, surtout si la contrepartie de leur engagement serait un partage de l'information sensible. Celle des Allemands ensuite, qui voient resurgir le spectre d'un pilotage de la normalisation afghane par un Conseil de sécurité dont ils ne sont pas membres permanents.

Dans ces conditions, il ne faut pas exclure un fait relativement grave pour l'avenir de la régulation mondiale: les États-Unis ne sont nullement décidés à modifier leur grille de lecture du monde après le 11 septembre. Car sur les grands dossiers multilatéraux, leur inflexibilité est tout aussi grande qu'avant le 11 septembre.

À preuve, leur retrait du traité ABM avec la Russie, qui ouvre la voie au déploiement du bouclier antimissile, leur nombrilisme à Marrakech sur l'environnement, la politique de la chaise vide à la conférence du CTBT (Conférence sur l'annulation des essais nucléaires) et leur opposition à la mise en oeuvre de la Convention sur les armes biologiques.

Plus grave encore est leur refus de s'impliquer dans le règlement du conflit israélo-palestinien, refus qui conduit de facto à avaliser la politique israélienne, alors que c'est d'un règlement de ce conflit que peut s'amorcer une détente internationale. Plus inquiétant encore sont les risques d'extension de la logique de guerre à l'Irak. Le seul domaine où les États-Unis semblent jouer le jeu multilatéral est le jeu commercial. Mais le succès relatif de Doha n'est pas lié au 11 septembre. L'échec de Seattle aura été en soi le principal adjuvant du succès de Doha.

Risques de dérapage

Après le 11 septembre, on a également beaucoup évoqué la question de la réhabilitation de l'État. Au point que certains commentaires imprudents ont peu parlé du 11 septembre comme d'un «Chernobyl du néolibéralisme». En réalité, ce lyrisme politique paraît surréaliste tant il méconnaît la réalité américaine. En effet, les États-Unis n'ont pas attendu le 11 septembre pour découpler leurs intérêts de puissance marchande de ceux de puissance étatique.

Le plus dogmatique des présidents américains, Ronald Reagan, a été en même temps le plus keynésien quand il s'est agi de lancer le programme de la guerre des étoiles contre l'URSS. La multiplication des appels à l'État n'est ni nouvelle ni idéologique. Bien au contraire, les appels à l'État, notamment en matière d'assurance, s'inscrivent dans une logique classique de privatisation des gains et de socialisation des pertes.

De surcroît, on voit bien que les mesures de relance économique continuent fondamentalement à reposer sur une baisse des impôts qui avantage les tranches à hauts revenus.

En réalité, il n'est pas impossible que nous assistions après le 11 septembre non pas à une rupture et encore moins à un changement de cap, mais à l'aggravation d'une situation qui verrait se développer à la fois une réactivation des jeux classiques de pouvoir entre puissances, dont la Russie et la Chine, et le développement de dynamiques économiques, sociales et culturelles transnationales, avec la présence d'un angle mort dans le système mondial: celui de la régulation multilatérale. Ce serait naturellement là la pire des conséquences pour l'équilibre mondial.